Les microfermes participent à la transition agroécologique.

Kevin Morel

▶ **To cite this version:**

Kevin Morel. Les microfermes participent à la transition agroécologique. . La Revue Durable, 2017. hal-01802704

HAL Id: hal-01802704
https://hal.science/hal-01802704

Submitted on 29 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les microfermes participent à la transition agroécologique

Article publié en 2017 dans La Revue durable (59) : 26-29

Sur l'auteur :

Kevin Morel est un jeune chercheur en agronomie passionné par l'étude de systèmes agricoles alternatifs. Il a réalisé sa thèse de doctorat sur la viabilité des microfermes maraîchères biologiques au nord de la Loire en France.

On a longtemps pensé que les petites fermes, réfractaires au progrès, allaient être mécaniquement éliminées du paysage agricole français sous le « rouleau compresseur de la modernisation » (Mouchet & Clanche, 2007). Si elles sont plus résistantes que prévues, elles sont néanmoins plus touchées que les autres par le mouvement général de disparition des fermes et l'agrandissement effréné des plus grandes exploitations. Parallèlement à cette tendance générale très inquiétante, on constate qu'une part croissante des nouvelles exploitations agricoles sont créées par des femmes et des hommes qui ne reprennent pas la ferme familiale et pour la plupart ne sont pas issus du milieu agricole. Ces « hors-cadre familial » représentent un tiers des environ 3000 installations agricoles annuelles et cette proportion semble toujours en augmentation (Jeunes Agriculteurs, 2013). Pour ces néo-paysans, le retour à la terre est souvent avant tout éthique: volonté de changer de vie, de retrouver un contact avec la nature, de faire quelque chose qui a du sens, produire une nourriture saine tout en respectant la planète, participer à la redynamisation du milieu rural et à l'émergence d'un nouveau modèle de société (Allens & Leclair, 2016).

Cependant, démarrer une activité agricole quand on ne dispose pas de terre ou de capital familial est un vrai défi, d'autant plus que la modernisation perpétuelle à base d'équipements toujours plus gros, plus high-tech, plus robotisés ne fait qu'augmenter le niveau des investissements de départ. Pour contourner ces difficultés, beaucoup de néo-paysans optent pour le maraîchage qui nécessite peu de surface et de matériel. Le maraîchage est ainsi la première production envisagée dans 23% des installations aidées hors-cadre familial (Jeunes Agriculteurs, 2013). En cohérence avec leur projet éthique de retour à la terre et d'inscription locale dans les

territoires, ces néo-paysans souhaitent pour la plupart s'installer en agriculture biologique (63% d'entre eux) et s'orienter vers les circuits courts (58%).

En fonction des régions, les recommandations classiquement portées par les structures d'accompagnement agricole peuvent varier. Il est cependant généralement conseillé pour s'installer en maraîchage biologique en circuits courts de cultiver au moins 1,5 hectare pour un actif à plein temps, avec un tracteur. Si la diversité des cultures est souvent nécessaire en circuits courts (par exemple pour vendre des paniers de légumes ou sur les marchés), il est souvent recommandé de limiter le nombre de légumes différents à une trentaine au maximum. En effet, cultiver trop de légumes différents est souvent perçu comme une source de complexité en termes d'organisation et se focaliser sur un nombre plus limité de plantes a pour objectif de mieux maîtriser les techniques de production.

Au cours de ma thèse menée à l'Institut National de la Recherche Agronomique en France, j'ai défini comme « microfermes maraîchères biologiques » les initiatives qui cherchaient à s'extraire de ces recommandations classiques en faisant plus petit (moins d'1,5 hectare par actif), plus diversifié (plus de 30 types de légumes vendus en circuits courts) et qui remettait en cause la nécessité absolue de la motorisation. Le recours à un tracteur était possible, non automatique, mûrement réfléchi par rapport à un projet global et d'autres formes de travail étaient également envisagées : petite motorisation (avec un motoculteur), traction animale ou travail uniquement manuel. Aucune statistique chiffrée n'existe encore sur les microfermes mais les structures d'enseignement et d'accompagnement agricole confient être débordées par le nombre croissant de ces initiatives dans tous les pays francophones d'Europe.

L'enthousiasme pour les microfermes découle à la fois d'un impératif pragmatique et d'une vision alternative de l'agriculture (La Revue Durable n°50, p.41-42). D'un point de vue pragmatique, l'accès aux terres agricoles pour des hors-cadre familiaux reste très difficile dans un grand nombre de régions car les terres disponibles sont souvent accaparées pour l'agrandissement perpétuel des agriculteurs déjà en place. Dans ce contexte de pression foncière, il est plus facile de s'installer sur des petites surfaces. Cependant, la petite échelle, la grande diversité et le faible niveau de motorisation ne sont pas subis mais revendiqués comme une manière différente de faire de l'agriculture en prenant le contrepied de l'industrialisation qui pousse à l'agrandissement, à la spécialisation et à la capitalisation.

De nombreux documentaires et médias ne tarissent pas d'enthousiasme pour les microfermes qui incarneraient l'agriculture de demain, vertueuse écologiquement, créatrice d'emplois (car on peut employer plus de main d'œuvre sur une surface donnée), productrice d'aliments sains et esthétique car la diversité des plantes et des habitats mises en œuvre rompent avec la monotonie des monocultures industrielles. Cette vision idyllique est parfois attaquée par les mouvements paysans alternatifs plus anciens qui voient dans les microfermes une utopie portée par des urbains et qui ne participe pas réellement à la transition agroécologique. Les microfermes, en se focalisant sur des petites surfaces, se contenteraient des « miettes du productivisme agricole » (Allens, 2016) et ne remettraient donc pas en cause le modèle dominant et les rapports de force politiques et économiques qui soutiennent l'industrialisation et l'agrandissement croissant des exploitations agricoles. En envoyant l'image positive que la transition agroécologique est en marche, elles détourneraient l'attention des citoyens vers des projets anecdotiques et individuels qui voileraient les problèmes structuraux de l'agriculture à plus grande échelle : accaparement des terres et des ressources par une minorité, standardisation

des paysages et perte de biodiversité à l'échelle des territoires, dépendance de la production aux énergies fossiles et aux produits chimiques de synthèse, contrôle des grands groupes agro-alimentaires sur la production et sur les prix versés aux agriculteurs etc.

Au-delà de ces deux visions extrêmes du phénomène des microfermes, très enthousiastes ou très critiques, il est nécessaire de s'interroger sur la manière dont le phénomène des microfermes peut contribuer au développement plus large de l'agroécologie, en tant que pratiques, démarche scientifique et dynamique sociale.

D'un point de vue des pratiques agricoles, un grand nombre des néo-paysans qui s'installent sur des microfermes s'inspirent de démarches écologiques comme la permaculture, le maraîchage biointensif et l'agriculture naturelle (voir encadré). A différents degrés, ces sources d'inspiration mettent toutes en avant l'idée de collaboration avec la nature plutôt que sa domination : mise en place et entretien d'un sol vivant (non travail du sol ou travail du sol limité, paillage ou couverts végétaux pour protéger et nourrir le sol), place centrale accordée à la biodiversité et à la création d'habitats écologiques variés pour favoriser les régulations biologiques (grande diversité cultivée, associations de cultures, agroforesterie, mares, haies etc.), bouclage local des cycles de matière pour renouveler la fertilité (compostage, engrais verts, recyclage de matières organiques locales comme du fumier etc.).

Quelques sources d'inspiration des microfermes

Permaculture : Mode de pensée développé à la fin des années 80 en Australie. Sa particularité est de proposer des méthodes pour concevoir consciemment des paysages humains durables qui imitent les écosystèmes naturels.

- Mollison, D. et Holmgren, D. 1986. Permaculture 1 : une agriculture pérenne pour l'autosuffisance et les exploitations de toute taille. Debard.
- Hervé-Gruyer, C. et P. 2014. Permaculture : guérir la terre, nourrir les hommes. Actes Sud

Maraîchage biointensif : voir la Revue Durable n°50, p.36-40

Agriculture naturelle : Philosophie développée par le japonais Fukuoka et qui prône la limitation maximale des interventions humaines sur les cultures en laissant le plus de place possible à la vie naturelle de l'écosystème.

- Fukuoka, M., 2012. La révolution d'un seul brin de paille: une introduction à l'agriculture sauvage. Ed : G. Trédaniel.

Ces démarches ont été surtout développées dans d'autres contextes que l'Europe francophone. L'installation en microferme revêt donc souvent une dimension expérimentale dans le sens où l'objectif des néo-paysans est d'adapter de manière pragmatique (car ils doivent en vivre) ces approches à leur contexte singulier.

La petite échelle convient bien à une telle démarche expérimentale qui exige beaucoup d'observation, d'apprentissages progressifs et d'essais-erreurs, moins risqués en commençant petit. Ainsi, le développement foisonnant des microfermes dans différents contextes européens en termes de sols, de climat, de possibilités de commercialisation, mené par des néo-paysans avec des a priori sur la nature différents, constitue peu à peu un véritable réservoir d'innovations, de solutions créatives et de points de vigilance qui pourraient potentiellement

bénéficier à d'autres systèmes agricoles. La diffusion de telles pratiques et surtout des logiques qui les sous-tendent doit être accompagnée par des approches scientifiques adaptées.

La complexité des écosystèmes développés par les microfermes et leur démarche globale en font des terrains particulièrement féconds pour développer des méthodes scientifiques que l'on appelle « systémiques », c'est-à-dire qui étudient les fermes comme des organismes à la lumière des interactions entre leurs différentes pratiques et entre leurs pratiques et leur environnement social et économique, plutôt que d'employer des approches analytiques classiques testant l'impact d'une seule pratique « toute chose étant égale par ailleurs ». Les néo-paysans ont souvent des revendications éthiques fortes en termes d'autonomie, de qualité de vie, d'engagement environnemental et social (Morel & Léger, 2015). Les performances de ces projets de vie ne peuvent donc être jugées uniquement sous l'angle de la rentabilité et doivent intégrer les aspirations subjectives et immatérielles des paysans, ce qui appelle à un dialogue disciplinaire entre les sciences naturelles et les sciences humaines.

La complexité des microfermes, qui peut rendre perplexe les scientifiques habitués à découper la réalité, plaide aussi pour une collaboration entre les scientifiques et les paysans qui doivent être considérés comme des véritables experts de l'agroécologie puisque ce sont eux qui la vivent et l'expérimentent au quotidien sur leur ferme. Afin que les expériences des microfermes puissent bénéficier à d'autres, les scientifiques qui les étudient doivent dialoguer constamment avec les agriculteurs pour intégrer les besoins et les questionnements réels des praticiens, et se positionner comme des partenaires de réflexion, plutôt que comme des prescripteurs.

Les défis posés à la science par les microfermes confirment l'intérêt des approches transdisciplinaires (dialogue entre les disciplines et prise en compte des savoirs des paysans) et orientées vers l'action prônées par le courant académique de l'agroécologie développée en Amérique latine et aux Etats-Unis à partir des années 80 (Mendez et al., 2013).

L'étude scientifique des microfermes ne fait que commencer. J'ai montré dans ma thèse au nord de la France, que les microfermes pouvaient être rentables sur des surfaces cultivées en dessous d'un hectare et parfois même d'un demi hectare. Leur viabilité économique est permise par une densification des cultures grâce au travail manuel (le binage agricole classique nécessite lui de laisser des espaces importants entre les plantes pour passer l'outil motorisé), l'optimisation de l'usage de la lumière et des ressources par les associations de plantes et l'augmentation du nombre de cycles de cultures par an en partant du principe que dans la nature le sol est rarement à nu. De plus, favoriser les régulations biologiques et recycler la matière organique locale permet de limiter les achats de fertilisants et de produits phytosanitaires et donc les coûts de production, tout comme les faibles niveaux de motorisation et d'équipement (Morel, 2016).

Le fait que la possibilité de viabilité économique des microfermes soit démontrée scientifiquement est enthousiasmant car cela permet d'envisager que d'autres modes de production, basés sur une collaboration avec la nature, sont possibles. Cependant, ces recherches montrent que la viabilité des microfermes reste un vrai défi et une tâche ardue, ce qui nuance les discours simplistes qui voudraient que les microfermes marchent partout et à tous les coups. La phase d'installation est particulièrement critique. Pour faciliter les futures installations de microfermes, de plus amples recherches devraient être menées sur les dynamiques de création d'écosystèmes complexes (combien de temps faut-il pour créer un écosystème qui fonctionne bien ? comment accompagner ce développement dans le temps ?).

De nombreuses discussions avec des paysans des microfermes suggèrent qu'au-delà des aspects purement techniques, le développement et la réussite des microfermes sont liés à de multiples facteurs politiques comme les aides publiques à l'installation, le soutien (ou non) des structures d'accompagnement agricole, des banques et des administrations, les prix payés au producteur, le changement des habitudes de consommation, les possibilités d'accès au foncier. Ainsi, la plupart des néo-paysans qui créent des microfermes, même si certains sont au départ dans des démarches plutôt individuelles, se rendent vite compte de la nécessité d'actions collectives plus larges pour faire évoluer le contexte politique et les mentalités en faveur de l'agroécologie. A cet égard, les microfermes s'inscrivent totalement dans le mouvement social plus large de l'agroécologie et se sentent solidaires des mouvements paysans qui défendent une agriculture plus respectueuse de l'homme et de l'environnement (agriculture paysanne et biologique), ce qui peut passer dans certains cas par une mobilisation syndicale ou la participation à la vie des réseaux agricoles alternatifs.

Sur le terrain, j'ai constaté que les microfermes qui réussissaient le mieux étaient celles qui avaient su bien s'intégrer dans le tissu local (agriculteurs, habitants), ce qui leur qui permettait de bénéficier d'un grand nombre de ressources de manière non marchande (fumier, paille, coups de main, soutien moral, échanges de compétences), de réduire les coûts par la mutualisation (tracteur partagé, commandes groupées, échanges de semences et de plants) et de mieux commercialiser (vente en commun des productions avec d'autres agriculteurs pour une offre plus diversifiée). La création de ces liens locaux pouvaient être renforcés par des dynamiques associatives, par exemple via une AMAP (association pour le maintien de l'agriculture paysanne, équivalent des ACP en Suisse) mais également souvent par des actions de communication et de pédagogie (journées portes ouvertes, activités culturelles sur la ferme, mini-festival).

Contrairement aux critiques adressées aux microfermes, ces dernières sont loin de rester dans leur petite bulle et participent de manières diverses et à différents niveaux à des dynamiques sociales plus larges. Un certain nombre des microfermes que j'ai enquêtées, principalement focalisées sur la production maraîchère, m'ont aussi fait part de leur volonté d'évoluer à terme vers des structures plus diversifiées, en collaboration avec d'autres agriculteurs pour produire par exemple des légumes de plein champ à plus grande échelle pour la livraison de plus gros volumes, des céréales, des fruits, des produits animaux, du vin, de la bière et parfois même créer de véritables zones de pluriactivité avec des métiers non agricoles sur la ferme, comme des ateliers de charpente, de l'artisanat, un cabinet de soin, etc. Les statuts juridiques de telles zones d'activité collectives peuvent être variables (société coopérative, agriculteurs associés, accords informels entre plusieurs structures qui gardent chacune leur autonomie juridique). La production maraîchère à petite échelle n'est alors pas perçue comme une fin en soi mais comme un maillon d'un écosystème plus vaste aux multiples activités fonctionnant dans une logique d'économie circulaire (les déchets d'une activité, comme le fumier, pouvant être recyclés par une autre) et favorisant la collaboration entre les acteurs. Les bienfaits environnementaux, économiques et sociaux de ces zones d'activités qui émergent doivent être mieux caractérisés afin de potentiellement convaincre les décideurs politiques de leur intérêt. De tels projets collectifs d'économie circulaire vont bien au-delà de la petite surface d'une microferme et entendent changer profondément les territoires en se déployant sur des surfaces plus importantes et participer à une transformation de la société à une plus grande échelle.

Eleveur laitier breton qui prête son tracteur à la maraîchère d'une microferme en Bretagne. Sur la ferme, la maraîchère récupère le fumier de ses voisins éleveurs (qui lui louent le terrain et lui donnent accès à leur forage pour l'eau), les vaches pâturent autour des jardins maraîchers pour limiter l'enherbement et mangent certains légumes impropres à la consommation humaine. Ce cas illustre bien que les microfermes peuvent s'engager dans des dynamiques de coopération et d'économie circulaire à plus large échelle. © Kevin Morel.

Sources :

Allens, G.d'. 2016. Des micro-fermes pour un micro changement social ? LUTOPIK, n°10. https://www.lutopik.com/article/des-micro-fermes-pour-micro-changement-social

Allens, G. d', & Leclair, L. (2016). Les néo-paysans. Éditions du Seuil.

Jeunes Agriculteurs. 2013. Enquête nationale sur les hors cadres familiaux en agriculture, qui sont-ils et quels sont leurs besoins ? http://www.jeunes-agriculteurs.fr/devenir-agriculteur/item/677-demain-je-serai-paysan-?-etat-des-lieux-des-installations-des-hors-cadres-familiaux [consulté le 12/10/15]

Méndez, V. E., Bacon, C. M., & Cohen, R. (2013). Agroecology as a Transdisciplinary, Participatory, and Action-Oriented Approach. Agroecology and Sustainable Food Systems, 37(1), 3–18.

Morel, K, & Léger, F. 2015. Aspirations, stratégies et compromis des microfermes maraîchères biologiques. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01206302.

Morel, K., 2016. Viabilité des microfermes maraîchères biologiques. Une étude inductive combinant méthodes qualitatives et modélisation. Thèse menée à l'INRA, AgroParisTech, Université Paris-Saclay. Téléchargeable à *http://prodinra.inra.fr/record/387244*

Mouchet, C., & Clanche, J.-F. L. (2007). Un nouveau regard sur les petites exploitations. Pour, (194), 67–73.

Revue Durable n°50 p.36-40
Revue Durable n°50 p.41-42